



etopia

Junia

Le goût du futur FÉVRIER 2012

du vendredi

09/3

au dimanche

11/3

8^erencontres
des nouveaux
mondes

biens communs comment (co)gérer ce qui est à tous ?



Retour sur la
manif climat
p. 6



Dossier sur les
Biens communs
p. 9-19

La Flandre
POUR
LES NULS

Entretien avec
Bert Kruismans
p. 21



SOMMAIRE

- 04 écolo j en action !
- 05 Palmes vertes & Navets
- 06 Retour de la manif Climat
- 07 Dossier sur les « Biens communs »
Introduction par les Rencontres des Nouveaux Mondes
- 08 « Vers des biens communs urbains ? »
- 10 « La Terre comme bien commun »
- 11 « L'eau en partage... »
- 12 « Les ressources naturelles, propriété de tous ? »
- 14 « Dette écologique et négociations climatiques »
- 15 « Web 2.0 »
- 17 « Téléchargement illégitime ? »
- 18 Carte blanche à Jong Groen!
- 19 La Flandre pour les nuls avec Bert Kruismans
- 20 Stéphane Hessel, ce jeune homme de 94 ans...
- 21 Cinécologie
/Encrage durable
- 22 Recette de saison
- 23 Le coin bédé d'Alex & Baptiste

Direction
Laurence Willemse
Olivier Bierin

Rédactrice en chef
Aude Hansel

Design & Layout
Steven Verdonck
Nhu Sao Truong

Illustrations
Nhu Sao Truong



Éditeur responsable
Laurence Willemse
18 Place Flagey
1050 Bruxelles

Imprimé sur papier recyclé
avec des encres végétales



ÉDITO

La terre, l'eau, l'air que nous respirons, le soleil, l'énergie,... mais aussi les bancs publics, les parcs, les forêts, ou encore la musique, la littérature, tout ce qui se trouve sur Internet... feraient partie d'une sphère de « biens communs », sphère dont les contours sont, il faut bien l'avouer, souvent très flous. En effet, la propriété et l'utilisation de ces « biens » primordiaux, quand ils ne sont pas vitaux, posent souvent question. Les Rencontres des Nouveaux Mondes de ces 9, 10 et 11 mars ne manqueront pas de chercher des réponses à ces questions (programme en p.7). Tu es le-a bienvenu-e pour enrichir la réflexion à travers une participation aux ateliers de ton choix.

À travers ce Jump hivernal, nous avons tenté de te donner un premier éclairage sur la thématique via quelques exemples-clés. Légitimement, qui devrait gérer nos ressources naturelles ? J-B s'est posé la question... (p.12) et Sylvain enchaîne sur cet énorme enjeu en évoquant le concept, désormais internationalement reconnu, de « dette écologique » (p.14). Khaled se penche plus précisément sur le partage de l'or bleu (p.11), tandis que Pierre-Etienne s'interroge sur le concept de « propriété » de la planète Terre (p.10). Qu'en est-il de la sphère numérique et du téléchargement de données « publiques » ? Bastien et Guillaume ont investigué pour vous, résultats en page 15 et 17. Enfin, Jonathan propose une définition de « biens communs urbains », et dans la foulée, une toute nouvelle politique encore à créer... (tiens, tu fais quoi pendant les 20 prochaines années ?)

Outre le sujet palpitant que je viens d'introduire, ce Jump n°8 revient également sur la « manif climat » de décembre, à laquelle de nombreux jeunes, dont des membres d'écolo j bien sûr, ont activement participé (p.6).

À notre habitude, nous avons aussi laissé la parole aux Jong Groen qui ont souhaité nous présenter un concept de kot plutôt sympa. Tu pourras en lire les détails en page 18, dans la langue de Vondel natuurlijk. En parlant de Flamands, Bert Kruismans fait de multiples détours en Wallonie ces temps-ci et s'est même arrêté à Huy, où une de nos régionales l'a rencontré et cuisiné (p.19). D'ailleurs, on aime cuisiner les people chez écolo j... C'est pourquoi William s'en est donné à cœur joie avec Monsieur Stéphane Hessel, « ce jeune homme de 94 ans » (p.20).

Et Jump, c'est aussi et toujours tes désormais habituelles et tant attendues rubriques « livre », « ciné », « recette », « palmes vertes et navets » et la haute en couleur « BD de Baptiste »... !

Voilà, que cette lecture, outre sa « recette », t'apporte un peu de nourriture en ces temps de grands questionnements du modèle de notre société... Ah et au fait, quand tu auras fini de lire ton Jump, passe-le à ton voisin, qu'il puisse profiter de ces idées à partager... !



Aude Hansel, rédactrice en chef

écolo j Tournai-Picardie



Après avoir manifesté en gare de Mouscron lors des récents passages de convois de déchets nucléaires et organisé une formation sur le nucléaire, écolo j Tournai-Picardie te propose, le 17 février prochain à Tournai, une grande conférence qui abordera le nucléaire et surtout l'après, en France et en Belgique. Plus d'infos sur le site d'écolo j, www.ecoloj.be/picardie

écolo j Huy-Waremme



Bert Kruismans, vous connaissez ? écolo j Huy-Waremme est allé découvrir cet humoriste flamand qui tourne en dérision les clichés des différentes communautés du pays. Avec en prime une rencontre avec Bert dans sa loge, à lire p. 19 !

écolo j Louvain-La-Neuve

Outre l'organisation d'une soirée Sudestan et d'un « Troc café », écolo j LLN proposait, en novembre dernier, le débat « LLN, ville universitaire "verte" ! Mais durable ? ! » rassemblant les principaux acteurs et décideurs de l'UCL, de la ville d'Ottignies Louvain-la-Neuve, ainsi que des étudiants. Le public, composé d'étudiants et d'habitants, a apprécié ce débat riche en constats et en projets.

écolo j Liège



Quand les jeunes écologistes liégeois fêtent leurs 5 ans, ça décoiffe ! Un café-politique était organisé pour lancer leur thème d'année : les biens communs. Puis, fiesta ! Les R'tardataires ou encore l'électro de *Musique de Merde* a fait tourné la tête à plus d'un !

écolo j Bruxelles



A l'occasion de la venue des Jeunes Verts Français dans notre capitale, des membres d'écolo j Bruxelles ont pris part à leurs activités. L'occasion de rencontrer de jeunes voisins qui partagent nos idéaux, de prendre part au forum climat organisé par le fédéral et de manifester ensemble pour que nos responsables politiques prennent enfin leurs responsabilités concernant la justice climatique.

écolo j Luxembourg



Organiser un événement culturel de grande envergure en province de Luxembourg tout en réduisant un maximum son empreinte écologique ? écolo j Luxembourg l'a fait ! Au programme : projection du film « Les Géants » et différents concerts avec, entre autres, *The Bony King of Nowhere* et *Cédric Gervy*.

Palmes vertes

• **Palme aux JO de Londres...** qui se targuent d'être « les JO les plus écologiques de l'histoire ». Pourtant, ils comptaient parmi leurs partenaires officiels *Dow Chemical*, ce géant de la chimie propriétaire d'une usine de pesticides à l'origine d'une des plus grandes catastrophes industrielles du siècle dernier - une explosion sur un site de production en Inde, à Bhopal, en 1984 qui avait coûté la vie à des milliers de personnes, et créé des dommages irréversibles sur des milliers d'autres. Depuis son rachat de l'usine, *Dow Chemical* a toujours refusé de nettoyer le site ou d'indemniser les victimes... Ce choix de sponsor « vert » (ben oui, *Dow Chemical* « crée des produits qui diminuent l'impact sur l'environnement ») n'a pas été au goût de la société civile indienne, qui a menacé de boycotter les JO... pression efficace puisque le comité international olympique a annoncé le retrait de ce sponsor qui tentait de se blanchir, voire, peut-être pire, de se « greenwasher »...

et Navets

• **Navet au concours Miss Belgique...** Est-ce vraiment la peine de revenir sur les faits (les homosexuels qui « sont quand même des êtres humains » et qui ont donc « plus ou moins le droit de se marier » ; les « vraies Belges » qui n'ont de toute façon aucune chance de remporter la couronne...) ? Ou peut-on se contenter d'attribuer un navet à ce double sacre de la pensée réactionnaire ?



Aude Hansel et Aude Dion

Retour de la manif Climat

Un ours sur le fietsbar Ecolo, des drapeaux verts qui flottent dans le vent, des banderoles, une famille Flintstones incarnant quelques grandes entreprises polluantes: voilà le paysage que dessinaient les militants ce samedi 3 décembre, à l'occasion de la marche symbolique pour le Climat qui reliait la gare du Nord à la gare du Midi.

C'est sous un ciel gris rappelant l'imminence de la menace environnementale qu'un grand nombre d'organisations et de gens venant de toute part se sont retrouvés. Arrivant d'Anvers, Karl et Karine, accompagné du petit Mathis, expliquent: « Il était important pour nous de rejoindre cette initiative. L'arrivée de notre fils a renforcé notre conviction qu'il est urgent de prendre soin de notre planète ». À côté d'eux, un partisan de la CSC insiste sur le fait qu'on ne peut pas se contenter d'initiatives individuelles dans le cadre de la crise environnementale: « C'est du politique qu'émergeront les mesures collectives dont nous avons urgemment besoin. »

Michel Genet, Président de la Coalition Climat à l'initiative de cette mobilisation, rappelle une des revendications principales portées par cette marche: la nécessité d'un accord ambitieux, juridiquement contraignant et équitable en matière de réchauffement climatique.

Pour soutenir cette volonté, Greenpeace, les Amis de la Terre ou encore les jeunes Ecolo étaient tous présents ce samedi alors que nos politiques discutaient de l'avenir de notre planète à l'occasion de la 17e conférence de l'ONU à Durban.



Pour rappel, les négociations de Durban s'inscrivent dans le contexte de l'après-Kyoto, seul instrument international contraignant les pays industrialisés à réduire leurs émissions de CO₂. Un accord qui ne prévoit aucune sanction et qui arrive à expiration fin 2012. Autant dire que l'urgence se fait sentir.

Pourtant, au lendemain de ce sommet, aucun accord satisfaisant n'est parvenu à se dégager des négociations, les considérations économiques semblant rester prioritaires, une fois de plus.

Déjà en 2009, le Sommet de Copenhague n'avait abouti qu'à un accord à minima, reportant les mesures visant la limitation de l'augmentation des températures à 2 degrés d'ici 2050, tout comme l'instauration d'un véritable système de sanction.

Que la mollesse de la feuille de route ressortie de Durban n'affecte pas nos capacités à nous mobiliser vis-à-vis de ces enjeux essentiels. Une chose est sûre, l'atmosphère était positive ce samedi 3 décembre à l'occasion de la marche symbolique pour le climat. Merci à tous pour votre mobilisation !



Delphine Masset et Alice Schils



Les Rencontres des Nouveaux Mondes vous invitent dans l'univers des « Biens communs »

Chaque année depuis 2005, Etopia organise les Rencontres des Nouveaux Mondes (RdNM). Elles s'inspirent de l'Ecole d'Été de l'Institut du Nouveau Monde de Montréal, créée en 2004.

Le thème de 2012, du 9 au 11 mars, sera « Biens communs: Comment (co)gérer ce qui est à tous ? »

Vous savez, les biens communs: ce qui n'appartient à personne - ou plutôt à tout le monde - et qui est indispensable pour bien vivre... Mais appartiennent-ils encore vraiment à tout le monde? Les semences, les cours d'eau, les lieux publics, les séquences d'ADN, le savoir, etc !

Pour les protéger et les rendre accessibles à tous, l'Etat et le marché ne sont pas suffisants: il faut que s'y impliquent aussi des collectifs d'utilisateurs, des associations et des citoyens !

Alors, envie de se réapproprier la gestion de ces biens communs ?

L'ambition d'Etopia avec les Rencontres des Nouveaux Mondes (RdNM), c'est de réunir entre 150 et 200 jeunes (de 18 à 35 ans) pour passer ensemble un week-end, mobilisés autour d'une ambition commune: s'impliquer de manière citoyenne dans la société.

Pour ce faire, les RdNM proposent des moments pour :

- l'acquisition de connaissances des participants via la rencontre de personnes ressources (spécialistes, scientifiques, artistes, politiques) ou de témoins (figures publiques, citoyens engagés,...) éclairant les participants dans leur réflexion;
- le débat entre participants;
- la synthèse des idées développées pendant le week-end;
- une journée spéciale quelques temps après pour concrétiser les idées développées.

Plusieurs thèmes ont déjà été abordés lors des éditions précédentes: l'après-pétrole, le Slow Food, l'engagement, vivre autrement, la prospérité sans croissance,...

Infos pratiques :

Du vendredi 9 au dimanche 11 mars 2012

- le 9 mars à 20h au Palais des Académies (Bruxelles) : Grande conférence écologique « Les Biens communs comme modèle pour notre futur » avec David Bollier, activiste américain.
- les 10 et 11 mars : échanges, débats et synthèses

Lieu : Bruxelles – Ecole Léon Lepage (sous réserve)

Prix : 20€ pour les repas du week-end + 20€ pour le logement 2 nuits en auberge de jeunesse.

Pour plus d'informations ou t'inscrire : formation@etopia.be - www.rdnm.be www.etopia.be

Est-il possible de mettre en place une réflexion sur des biens communs urbains ? Pour bien cerner cette réflexion, il est nécessaire de proposer une définition des biens communs. Un bien commun peut se définir comme étant une ressource renouvelable collective. On y trouve les biens publics purs, qui ne disparaissent pas et les biens partagés, qui eux disparaissent à l'usage ou au temps. Le commun, contrairement aux biens privés et aux biens publics, n'est pas une marchandise et ne peut être exprimé dans les termes de la possession. La logique des biens communs repose sur une autre approche que celle du duo Marché/État. À partir des biens communs, toute une nouvelle politique est à créer.

La difficulté, pour des biens communs urbains, réside dans la définition de ce qu'est une ressource collective urbaine. Les espaces urbains étant aujourd'hui largement privatisés, il devient difficile d'appréhender une autre réalité. La première approche, la plus simple, consiste à voir dans les espaces naturels urbains des ressources communes potentielles, tels qu'espaces inondables, bassins d'orages naturels, nappes phréatiques... Bref, tout espace regroupant faune et flore. Ces zones, de par leur contribution naturelle intrinsèque, contribuent à l'équilibre urbain. Il importe donc développer une gouvernance qui ne repose ni sur l'entreprise, ni sur l'État, mais bien sur la collectivité (comité de quartier,...).

Toutefois, ces ressources naturelles ne représentent qu'une partie des ressources des villes actuelles. Une autre approche plus poussée des biens communs urbains pourrait s'incarner dans ces ressources collectives que sont des biens économiques partagés. L'Histoire peut nous venir en aide : au Moyen-Âge existaient des biens communautaires, tels que moulins, prés, zones forestières... appartenant à la collectivité, et dont l'utilisation et l'entretien étaient clairement réglementés. Ces biens communautaires s'incarnaient

dans les ressources économiques essentielles de l'époque. De telles logiques existent déjà aujourd'hui dans le cadre de jardins partagés, mais pourraient très bien se poursuivre vis-à-vis des autres ressources que sont les places, les rues, les fleuves, les cellules de production à l'échelle d'un quartier, etc. Ces biens, dont la gestion reposerait sur les épaules de micro-collectivités, renforceraient non seulement l'auto-organisation dans l'accès aux ressources, mais en réduiraient également les inégalités.

La question des biens communs urbains doit donc reposer sur une approche nouvelle de la ville et de ses habitants/usagers. De nouvelles approches décentralisées et adaptées au contexte social et spatial doivent être trouvées, apportant une gouvernance des ressources complémentaires à l'État ou au marché. Le sujet est complexe et il n'existe pas de solution unique. Il y a fort à parier que la réalisation de ces nouvelles approches donnerait à nos villes les moyens de mieux lutter contre les déséquilibres actuels et à venir.



Jonathan Piron



La Terre comme bien commun

Il est un bien commun dont il est difficile de nier l'existence, la Terre. Mais qui dit bien, dit propriétaire(s). Or, les hommes se sont au fil du temps déployés sur l'ensemble de la planète pour s'en approprier les multiples richesses, traçant des frontières comme un animal marquerait son territoire à l'urine. Au nom de quoi ? Il est normal que celui qui cultive son jardin soit propriétaire des légumes qu'il y fait pousser. Mais qu'est-ce qui le rend propriétaire légitime de son jardin ? Le fait qu'il l'ait acheté, donc obtenu au terme d'une transaction libre. Et le propriétaire précédent, l'était-il légitimement ?

Rien de comparable ici au problème de l'œuf et de la poule. Ce qu'il y avait d'abord, c'est le terrain, ensuite le premier propriétaire, qui s'en est emparé sans demander l'avis de personne. Cela n'aurait pas posé problème si l'humanité n'était constituée que de quelques tribus dispersées çà et là sur un espace infini. Cependant, nous sommes 7 milliards et les ressources de la Terre sont finies, donc ce mode d'appropriation « premier arrivé, premier servi » ne saurait en aucun cas être considéré comme juste. Que faire alors, si l'on admet le principe que chaque propriété privée, à l'heure actuelle, est injuste ?

Et bien on peut imaginer une compensation, sous forme de redistribution; une taxe sur tout ce que s'approprient certains au détriment des autres: l'espace dont on est propriétaire, les ressources qu'on utilise, la pollution que notre travail entraîne, les biens dont nous héritons, etc. À qui (1), ensuite, redistribuer le produit de cette taxe, et comment (2) ?

(1) Si l'on considère la Terre comme bien commun de l'humanité, c'est envers l'humanité entière que nous sommes redevables de son exploitation. En quoi les Belges sont-ils propriétaires du sol et de l'air belges ? En ce qu'ils sont les derniers à s'y être installés

et l'ont entouré de frontières plus ou moins étanches pour pouvoir en profiter seuls ? Dernier installé, premier servi ?

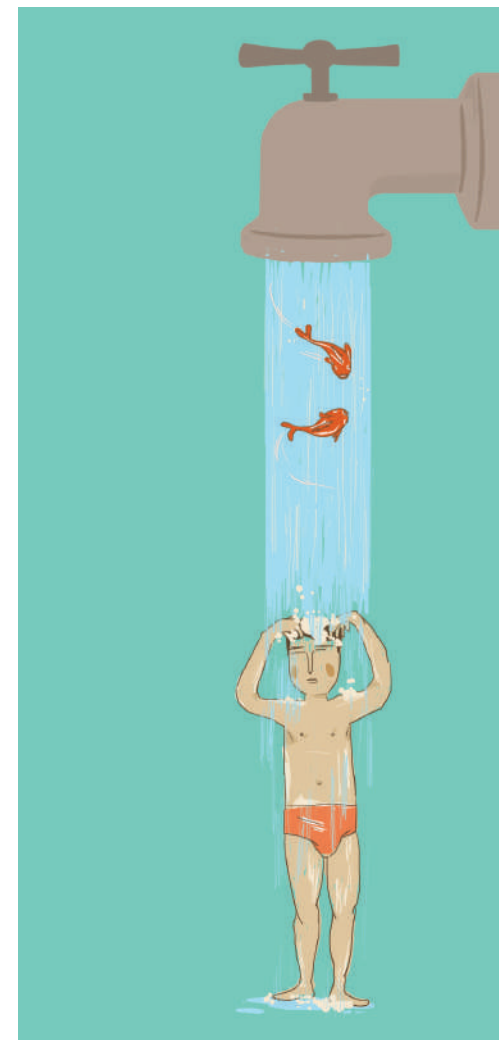


(2) Puisque c'est à tout le monde qu'il faut redistribuer et non pas simplement aux non-propriétaires (à notre échelle, nous polluons et consommons tous le bien commun), cette compensation prendrait la forme d'un revenu inconditionnel, ou « allocation universelle »¹. Bien entendu, telle redistribution implique une construction politique mondiale. En attendant, cela nous donne déjà une idée de nos devoirs moraux envers nos copropriétaires.



Pierre-Etienne Vandamme

¹ Voir Philippe Van Parijs, *Real freedom for all. What (if anything) can justify capitalism?*, Oxford University Press, 1995 pour une justification à peu près semblable, bien que beaucoup plus fine et développée, de l'allocation universelle. Voir également Yannick Vandenborgh et Philippe Van Parijs, *L'allocation universelle*, Paris, La Découverte, 2005.



L'eau en partage...

Les biens communs peuvent être définis comme l'idée qu'un certain nombre de biens, de services, de lieux soient partagés. Ne restreignons pas cette définition aux êtres avec qui peuvent être partagés ces biens. Certains biens se doivent d'être partagés par l'humanité tout entière. L'idée que l'on puisse partager un certain nombre de bien au-delà de toute logique marchande a toujours existé, elle était le propre des sociétés où les relations économiques étaient encadrées au sein du social, pour reprendre les termes de Polanyi.

Aujourd'hui encore, le partage de biens sacralise une certaine gratuité de ce qui est naturellement présent sur terre (l'eau ou la terre par exemple); dans d'autres cas, elle consacre un accès plus ou moins égalitaire à des biens ou des services collectivisés (c'est le cas d'un service public).

Cette idée de biens partagés est importante car elle permet de créer du lien social, de mobiliser un projet collectif dans le cadre d'un pacte citoyen. Elle nous met aussi à l'abri de tentations individualistes et nous permet d'exercer une vie en société apaisée.

Abordons le cas emblématique de l'eau. Il est intéressant car il illustre notre malaise civilisationnel face à une question cruciale pour l'humanité.

L'eau représente, en effet, la plus haute idée que l'on puisse se faire de la vie dans notre imaginaire et elle est aussi la plus grande nécessité d'un être sur cette terre. Un être en bonne santé peut vivre quelques semaines sans nourriture, mais sans eau il ne peut survivre au-delà de quelques jours.

Aujourd'hui, 1,5 milliards de personnes sur terre n'ont pas accès à l'eau potable (soit plus de 20% de la planète) et 2,6 milliards manquent de services d'hygiène de base. Pourtant, l'eau existe en quantité suffisante sur terre et la plupart de personnes se trouvant en situation de stress hydrique le sont pour des raisons de pauvreté et non en raison de leur environnement.

L'eau est aujourd'hui l'un des biens vitaux les moins bien partagés de notre planète, les pays occidentaux consommant la grande majorité de cette ressource (20% de l'humanité consomme 86% des ressources hydriques) avec les conséquences que l'on peut malheureusement imaginer en termes de mortalité et d'espérance de vie pour les moins pourvus.

Réduire cette question uniquement à l'égoïsme des pays du Nord et de leurs « consommateurs » serait simplificateur, même si une utilisation plus écologique de cette ressource essentielle est plus que nécessaire.

Comme pour la question de l'accès à la nourriture et aux terres agricoles, la réponse n'est pas uniquement technique, même si c'est une des grandes illusions de nos politiques publiques internationalisées, mais bien politique, voire économique.

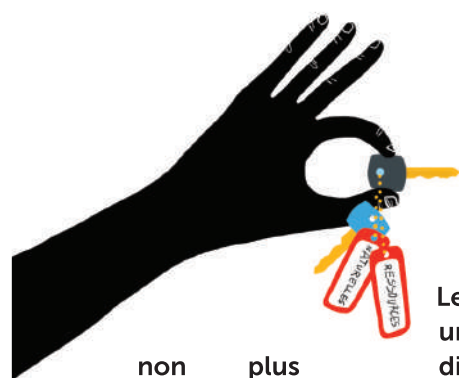
L'eau a cessé aujourd'hui d'être considérée comme un bien commun et est logée à la même enseigne que n'importe quel bien de consommation, et donc soumise à la logique

marchande (à travers la privatisation) avec ce que cela induit pour les plus pauvres d'entre nous.

Pourtant, les ressources naturelles constituent un lien universel, un bien partagé « naturellement » par tous, car nécessaires à la survie de tout un chacun. Si les biens collectivisés sont issus de l'histoire spécifique des sociétés qui les portent (vus et construits différemment dans les pays latins, nordiques ou anglo-saxons), ils sont l'occasion d'un partage transnational, un lien nécessaire, une même conscience commune à construire, conscience aujourd'hui gravement mise à mal.



Khaled Sor



Les ressources naturelles, propriété de tous ?

Les ressources naturelles ne sont pas réparties uniformément sur la planète. Elles ne sont pas distribuées de façon équitable dans tous les pays. Au sein même de ces pays, toute la population ne bénéficie pas de façon égale de l'utilisation de ces ressources. Certaines s'épuisent et ne sont pas gérées raisonnablement; pour d'autres, c'est leur qualité qui se dégrade. Élever les ressources naturelles au rang de « biens communs de l'humanité », c'est reconnaître le droit à chaque homme de bénéficier de ces ressources de façon égale et d'avoir un droit de regard sur leur gestion.

Passons en revue quelques ressources naturelles pour imaginer combien la tâche est ardue. Les ressources naturelles non renouvelables comme l'uranium, le gaz ou le pétrole vont connaître leur pic de production dans

les prochaines années pour ensuite arriver à une production décroissante qui se conjuguera inmanquablement à une hausse des prix (étant donné que la demande ne baissera pas, au contraire, à politique inchangée,

elle augmentera). Actuellement, les multinationales et les pays producteurs spéculent avec pour seuls objectifs: plus de profits et d'influence géopolitique. Au Nigéria, par exemple, tant les populations locales que les voisines ne reçoivent que les désagréments de l'exploitation pétrolière au large des côtes. La pollution de l'eau, des sols et de l'air entraîne de nombreuses maladies, il aura fallu que les médias dénoncent l'infamie pour que des mesures soient prises. L'eau potable, en principe renouvelable (mais pas avec le niveau de surconsommation actuelle et l'effet dévastateur de la pollution sur les masses d'eau), est indispensable à la vie; pourtant, certaines régions du monde en manquent cruellement et les changements climatiques ne vont pas améliorer les choses. Là où l'eau est plus abondante, c'est sa qualité qui se dégrade par sa surutilisation et la pollution des nappes phréatiques. Que chaque homme puisse recevoir de l'eau en suffisance pour ses besoins quotidiens semble être naturel. La privatisation de l'approvisionnement en eau a été un grand échec en Bolivie. Elle a surtout montré que la mobilisation de la population permet de rediriger les politiques menées à son détriment.

La destruction des forêts pour en faire des monocultures permettant de produire de l'éthanol comme carburant ou de l'huile de palme, la surpêche qui décime la faune des mers et des océans ou encore le contrôle des semences par des multinationales avides de bénéfices sont autant de fléaux qui conduisent irrémédiablement à des catastrophes écologiques sans précédents. Le remplacement de certains usages du pétrole passera par l'utilisation de la biomasse comme source de matière organique. Un exemple près de chez nous à Bruxelles: Aquiris fabrique des matières plastiques à l'aide de bacté-

ries qui puisent les matières organiques dans les eaux usées. L'équilibre terrestre est une mécanique fragile qui est dérégulée par l'intervention de l'Homme. Il est donc responsable de la protection des ressources ainsi que de la biodiversité. Les ressources naturelles devraient donc idéalement être gérées par l'Humanité, c'est-à-dire à un niveau supranational, afin de mettre les nations d'accord sur le partage, la protection et la gestion des ressources naturelles en tenant compte des besoins de chacun.

Cependant, il semble que progressivement la conscience collective mondiale tende à comprendre que les seuls intérêts locaux et individuels ne sont pas compatibles avec les problèmes environnementaux.

Une Mondialisation des ressources naturelles dans le sens d'une gestion en bon père de famille à des prix qui ne sont pas le fruit de marchés spéculatifs devrait permettre de satisfaire les besoins de l'humanité tout entière. Le titre de « Biens communs de l'Humanité » doit s'entendre dans ce sens.

Dès à présent, il faut engager le monde dans une transition pour atteindre les objectifs de mise en commun des ressources pour les redistribuer et les pérenniser. Cela ne peut se faire qu'en adaptant les instances internationales pour se doter d'une institution démocratique qui initiera le changement. L'ONU pourrait devenir cette instance, mais il faudrait la faire évoluer vers encore plus de démocratie (supprimer le droit de veto actuel) et rendre ses décisions contraignantes. Reste maintenant à persuader les responsables économiques et les décideurs mondiaux que le futur passera par une nationalisation de nos ressources naturelles.



Jean-Benoît Jadin

Dette écologique et négociations climatiques

À l'issue du sommet de Durban, le Canada a déclaré qu'il ne prendrait aucun engagement pour la seconde phase du Protocole de Kyoto, protocole que le gouvernement précédent « n'aurait pas dû ratifier ». Il a en outre fait savoir qu'il ne participerait pas au nouveau fonds vert pour le climat (fonds mis en place à Durban pour aider les pays à lutter contre le réchauffement climatique), « tant que les grands émetteurs n'auront pas tous accepté les cibles de réduction juridiquement contraignantes et leur inventaire des gaz à effet de serre ».

C'est oublier un peu vite que le Canada est dans le top cinq des grands pays émetteurs de CO₂ (par habitant) et que les « grands émetteurs » comme l'Inde ou la Chine ne le sont que depuis peu, alors que le Canada arrose notre atmosphère de CO₂ depuis plus de 100 ans... L'évaluation du passif environnemental des pays, et non de leurs émissions instantanées, met en lumière des rapports de force très différents et mène directement au concept de « dette écologique ».

Au niveau global, la dette écologique se traduit par la différence entre notre empreinte écologique (la surface de terres consommée) et la biocapacité de la terre. Depuis la fin des années 80, nous vivons à crédit: notre empreinte a dépassé la surface disponible sur le globe et nous consommons aujourd'hui 1,4 planète... !

Dans une perspective plus locale, la dette écologique permet de mettre en lumière les inégalités des relations Nord-Sud. L'idée est que les pays industrialisés sont en quelque sorte redevables aux pays du Sud pour une série de dégâts environnementaux et pour le pillage de leurs ressources. Notre développement industriel fulgurant à partir du 19^e siècle doit en effet beaucoup à l'exploitation des ressources et de la main-d'œuvre coloniale. La dette écologique remonterait donc

à Christophe Colomb et serait de facto bien plus ancienne que la dette des pays du tiers-monde !

Nous, Occidentaux, sommes donc surendettés ! Coupables de non-remboursement d'une dette contractée unilatéralement.

Quelles sont dès lors les solutions qui s'offrent à nous pour nous amender de cette constatation un rien stigmatisante ? Comment établir un cadre permettant aux pays en développement de répondre à leurs aspirations tout en évitant les dégâts environnementaux qui leur sont concomitants ?

La première réponse, la plus évidente, serait de commencer par montrer l'exemple. Démontrer qu'il est possible d'atteindre un niveau de vie acceptable sans pour autant dégrader l'environnement de façon dramatique. Il s'agit là d'une condition sine qua non sans laquelle toute négociation avec le Sud serait immanquablement vouée à l'échec. La position attentiste du Canada, qui continue l'exploitation désastreuse de ses schistes bitumineux n'est évidemment pas de nature à encourager les nouveaux pays émergents dans la voie de l'efficacité énergétique !

Notre mode de consommation lui-même doit également être revu. Aristote, il y a plus

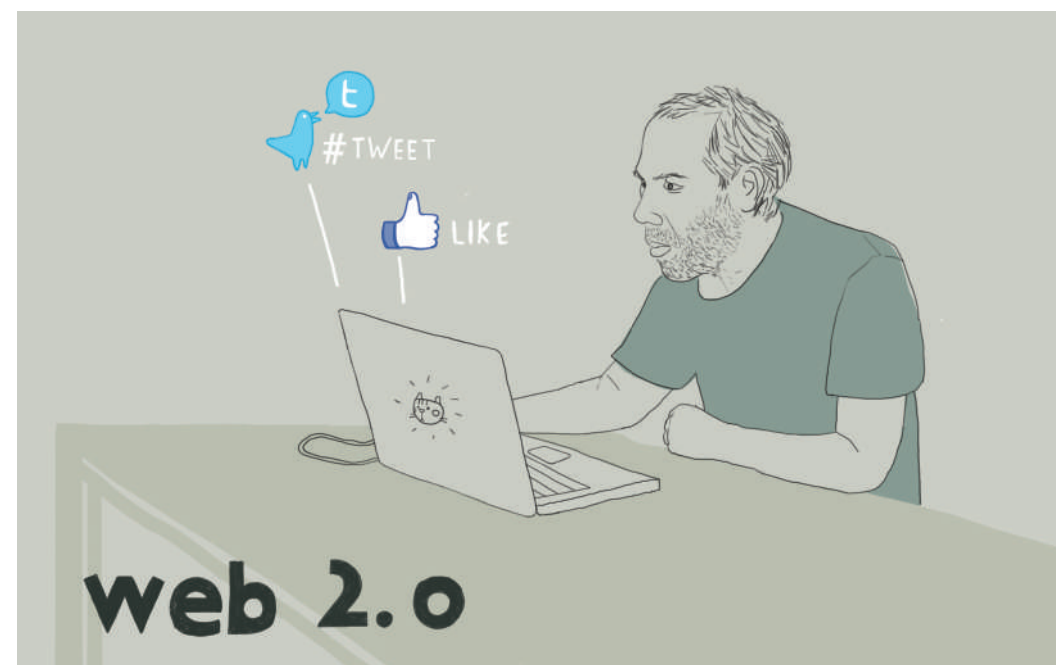
de 2000 ans, contestait déjà l'idée selon laquelle l'opulence matérielle est nécessaire à l'épanouissement personnel. Or, il existe aujourd'hui une certaine image d'Épinal de l'Occident dans les pays en développement, principalement relayée par les médias. Il serait bon de casser cette image, qui s'avère souvent erronée et qui pousse nombre de sociétés dans le mur de la surconsommation.

L'aide publique au développement est évidemment un outil précieux et doit être

dirigée en priorité vers les investissements durables. Le fonds vert mis en place au sommet de Durban est un pas dans la bonne direction, mais évidemment insuffisant. Aujourd'hui, l'aide publique au développement ne représente qu'environ 50% du coût des intérêts de la dette financière des pays du Sud. L'Occident reste donc globalement gagnant.

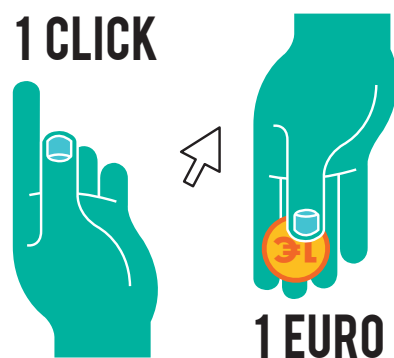


Sylvain Quoilin



À l'époque du web 2.0, de Facebook, Twitter et autres plates-formes d'échange, le web fait partie intégrante de l'espace utilisé par le public. Mais pouvons-nous réellement le considérer comme faisant partie de l'espace public au sens premier du terme, avec des règles établies, des lois ? Jouons-nous à armes égales avec les fournisseurs de services ? Sommes-nous bien conscients des implications que nos actions, nos écrits et autres opinions peuvent avoir sur notre vie par le simple fait de les publier et de les rendre publics sur la toile ? Voici quelques pistes de réflexions sur ce sujet qui risque de faire encore couler beaucoup d'encre dans les années à venir...

Avez-vous déjà lancé une recherche en inscrivant votre nom dans un moteur de recherche ? Effarant, tout ce que l'on peut apprendre sur soi. Effrayant de savoir que toutes ces informations sont là aujourd'hui mais surtout qu'elles y seront encore demain (et peut-être toujours), accessibles à tous (amis, mais aussi, employeurs, publicitaires, professeurs,...). On se livre totalement et gratuitement à une surveillance de tous les instants, sans pouvoir réellement exercer notre droit à la vie privée. Une piste de solution pourrait être le droit à l'oubli qui permettrait à l'utilisateur de choisir les informations qui resteraient sur le net et celles qu'il souhaiterait voir disparaître. Malheureusement, ce droit est encore loin d'être une réalité... La seule manière à l'heure actuelle de se protéger est avant tout de rester vigilant aux informations que nous mettons en ligne et... d'éduquer les plus jeunes à une utilisation intelligente d'Internet.



Il est intéressant également de remarquer que l'accessibilité relativement aisée des services Internet ne les rend pas pour autant gratuits. Sur le web, tout se paie ! Toutes nos recherches et informations personnelles sont enregistrées et centralisées dans une base de données qui, revendue à un publicitaire, vaut son pesant d'or. Ainsi, alors que nous nous révoltons quand la police collecte indûment des informations privées, nous livrons délibérément ces mêmes informations sur la toile. Allez comprendre...



Et que dire du téléchargement de chansons ou de films, également extrêmement courant et pourtant souvent illégal.

À cet état de fait, les Majors (compagnies détenant la plupart des droits sur les chansons) ou le G8 (sur proposition de Nicolas Sarkozy) préconisent la répression. Pourtant, d'autres pistes de solution existent ! L'une d'entre elles consisterait en une licence globale pour laquelle tout le monde paierait une petite somme via un prélèvement auprès du fournisseur d'accès. La rétribution des artistes serait ainsi basée sur une évaluation statistique et anonyme des téléchargements, ce qui permettrait donc à tout le monde d'y trouver son compte. Il va sans dire que cette idée est portée par les Verts...

Ces quelques éléments de réflexion ouvrent donc la porte à bien des spéculations sur le futur du web mais, pour l'heure, nous ne pouvons que vous recommander une chose : réfléchissez à deux fois quand vous utilisez « cet espace public »...



Bastien Mercenier

TÉLÉCHARGEMENT ILLÉGITIME ?



Le récent phénomène « Spotify », site internet proposant gratuitement plus de 10 millions de morceaux de musique selon le site lui-même, a derechef remis sur la table la question de l'accès à la culture, assurément un « bien commun ». Nous allons ici nous intéresser au téléchargement illégal. Illégal oui, mais illégitime pour autant ?

D'après le site internet de l'Observatoire des Droits de l'Internet¹ :

« Il existe sur Internet une vaste offre de matériaux protégés qui sont distribués sans l'autorisation de leur auteur et sans que celui-ci reçoive une rémunération. Tant la distribution de ces matériaux que son téléchargement sont illégaux et peuvent faire l'objet de poursuites ! »

Notre cher plat pays ne coupe donc pas à la règle, par ailleurs, européenne².

Néanmoins, une question se pose : ce téléchargement illégal, cette volonté de partager et d'accéder à un vaste patrimoine culturel n'est-il pas le symptôme d'un besoin impérieux d'exercer sa liberté, de développer son esprit critique par l'ouverture à un champ culturel plus large ? Un moyen, pour celui qui n'a pas la possibilité de s'offrir des études artistiques poussées ou une vidéothèque impressionnante, d'accéder quand même à l'art ? Ou, bien au contraire, est-il seulement de la truanderie à deux sous, du « vol à l'étagère culturelle » ?

Sartre a dit, à propos des premiers livres de poche :

« La révolution du Poche est purement technologique : on n'est pas passé d'un groupe social à un autre, ce sont toujours les classes aisées et moyennes qui achètent.[...] »

À l'inverse, Jean Giono écrit en 1958 :

« Je considère aujourd'hui le Livre de poche comme le plus puissant instrument de culture de la civilisation moderne ».

Le téléchargement illégal serait-il le livre de poche du XXI^e siècle ?

Si on peut douter du discernement du téléchargeant face à l'offre qu'il a devant lui, on ne peut nier l'importance d'Internet en matière d'accès à la culture, fût-elle légale ou non ; le problème ne se situe pas au niveau du vecteur utilisé pour transmettre, mais de la façon traditionnelle par laquelle la culture est transmise.

En effet, quel auteur attaquerait en justice une bibliothèque parce qu'elle permet un accès à ses œuvres à peu de frais ? À contrario, quel utilisateur s'indignerait du paiement d'un droit raisonnable, une « licence » par exemple, lui permettant un large accès aux films, morceaux de musique et autres e-books ?

Penser la culture comme une bibliothèque universelle, et non comme une énième piste d'athlétisme de la course au profit, reste la seule porte de sortie valable dans un monde où l'on entretient la liberté pour mieux la télé-guider.



Guillaume Sorensen

¹ www.internet-observatory.be

² Cf « Directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information »

Jong Groen zette koten open in Gent



Op 1 december overrompelden groene studenten de Gentse binnenstad. Vijf kotstudenten zetten hun deuren open voor andere jongeren. In ieder kot ging de aandacht naar een ander aspect van het ecologische kotleven. Met deze activiteit wilden we de studenten er attent op maken dat er geen grote veranderingen nodig zijn om duurzamer te leven.

Spoon River trapte de avond in gang. Zij brachten de sfeer erin met een portie vrolijke muziek. Daarna gingen we met z'n allen richting de verschillende koten.

Bij de eco-bitch kwamen de deelnemers vanalles te weten over anders en minder consumeren. Ze legde op een uitbundige manier uit hoe we ons consumptiegedrag kunnen aanpassen.

Woordenschat

overrompelen : prendre au dépourvu
de verandering : le changement
uitbundig : exubérant
de herkomst : l'origine

raden : deviner
in een handomdraai : en un tournemain
de kringloop : le cycle, le circuit
betaalbaar : bon marché

Bij GRAS Gent (de Gentse studentenafdeling van Jong Groen!) kwamen de studenten meer te weten over Fair-trade. In een spel konden ze de herkomst van faire producten raden en van een gezellige sfeer proeven. In het faBRIKoleerkot leerden de kotgangers in een handomdraai een portemonneetje maken van een leeg drankkarton. Ook ontdekten de studenten hier wat ze allemaal met leuke kringloopprulletjes kunnen maken: een jurkje van oude lapjes stof of onderzetjes van andere hebbedingetjes.

Wie honger kreeg van al die actie, kon samen met Elke Decruynaere (fractieleider voor Groen! in de Gentse gemeenteraad) een lekker vegetarisch stoofpotje maken. Zij demonstreerde hoe je van seitan, Belgisch bier en wat groentjes in een mum van tijd een lekker gerecht maakt. Ze liet de jonge bende ook kennismaken met aardpeer, een vergeten groente, heerlijk in puree bijvoorbeeld.

In het vijfde en laatste kot, « So you think you can travel », konden de deelnemers wegdrömen bij de reisverhalen van Rik Merchie en Bob D'Haeseleer. Ze deelden hun visie op duurzaam en toch betaalbaar reizen. Er werd bijvoorbeeld gediscussieerd over « green seats ». Compenseert dit echt de uitstoot van een vliegtuig of is het toch beter om op zoek te gaan naar een alternatief vervoersmiddel ?

Kortom: het was een interessante en gezellige donderdagavond die vrolijk uitliep in babbels over ecologie en duurzaamheid.



Caitlin Martelé



COIN DÉTENTE

Bert Kruismans... À vos oreilles francophones, ces quelques syllabes n'évoquent peut-être pas grand-chose et pourtant l'artiste dont je tente ici d'esquisser le profil n'est autre que... l'homme le plus intelligent du monde ! A vos mines dubitatives et pantoises, je devine qu'il me faut développer quelque peu mes propos.

Deux fois champion du titre « De slimste mens ter wereld » (ndlr: cette émission, très populaire au nord du pays, a vu s'affronter de nombreuses personnalités), Bert Kruismans n'a pas manqué d'attirer l'attention de la population flamande. Et pourtant, c'est bien la Wallonie qu'il sillonne depuis 2008 avec son spectacle La Flandre pour les nuls, animé par le désir de nous faire découvrir la richesse du multiculturalisme « à la Belge »; tournant en dérision les absurdités propres à notre royaume. *écolo j Huy-Waremme* a profité de son passage au Centre culturel de Huy pour lui poser quelques questions.



Au début de notre rencontre, nous nous sommes dits surpris d'apprendre que l'homme que nous connaissons aujourd'hui comme humoriste, a jadis été étudiant en droit. À cela, il a répondu qu'énormément de choses piquaient sa curiosité: notamment le droit constitutionnel et la politique, mais également le théâtre. La Flandre pour les nuls n'est donc rien de moins qu'un surprenant mariage entre ses intérêts éclectiques...



Du côté flamand, ce petit séjour « d'immersion » en Wallonie en a surpris plus d'un. Si les quelques courriels injurieux qu'il reçut ne constituèrent qu'une infime partie des réactions que suscita son nouveau spectacle, beaucoup ne comprirent pas ce choix. Il est vrai que cela faisait déjà 15 ans qu'il travaillait en Flandre et que partir à la « conquête » de la Wallonie était un choix audacieux, surtout après que le scrutin de 2010 eut désigné les nationalistes flamands comme grands vainqueurs des élections fédérales.

Pourtant, habitant à 20 km de la frontière linguistique, Bert Kruismans ne s'imaginait pas faire autrement. Cette expérience lui aura notamment permis de faire de nouvelles rencontres: s'il ne nie aucunement l'existence d'une diversité culturelle, il souligne que pareille situation doit être perçue comme un atout. Il regrette néanmoins que la motivation des francophones à apprendre le néerlandais soit purement instrumentale - destinée à les rendre crédibles sur le marché belge de l'emploi - plutôt que culturelle: « Amis francophones, vous est-il déjà arrivé de faire la cour à quelqu'un sur un air de Raymond van het Groenewoud ? »

A Bert Kruismans, *écolo j Huy-Waremme* souhaite une bonne continuation dans sa « mission royale »...



Julie Faniel

Stéphane Hessel, ce jeune homme de 94 ans...

Ce 15 décembre, Monsieur Stéphane Hessel donnait une conférence dans la Cité ardente devant 1750 privilégiés.

Après être revenu sur les étapes les plus marquantes de sa vie – fuite du camp de Büchenwald pour échapper à la mort, période de résistance aux côtés du Général de Gaulle, carrière au Ministère des Affaires étrangères et participation à la rédaction de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, Monsieur Hessel a commenté la politique française. Il se rappelle du Général de Gaulle comme d'un homme discret, sympathique et courtois, parle avec enthousiasme de François Mitterrand... Il ne cache pas se considérer de gauche, le cœur balançant entre le PS et Europe-Ecologie-Les Verts avec, tout de même, un petit faible pour Martine Aubry. Il souhaiterait vraiment que François Hollande remporte le scrutin présidentiel – estimant Nicolas Sarkozy indigne de la France. Il se déclare aussi politiquement d'un humanisme radical (« mais sûrement bien éloigné du CDH », commentera le journaliste l'interviewant...).

Enfin, le conférencier évoque les nombreuses causes dans lesquelles il s'est engagé, les considérant comme justes. « Il ne faut pas abandonner la liberté comme un chemin de l'espérance », dit-il. Citons la défense des sans-papiers en France ou encore le conflit israélo-palestinien. Il se considère solidaire avec les Juifs du monde entier et Israël mais



considère le gouvernement Netanyahu comme, je cite: « un gouvernement fasciste », tout en reconnaissant une part très importante de responsabilités aux Palestiniens également. Il espère un jour que la jeunesse israélienne se soulèvera pour des raisons autres qu'économiques.

Bref, celui qui prétend que le siècle s'est achevé avec la Chute du Mur a tout de même encore écoulé aujourd'hui 3,5 millions d'exemplaires de son livre « Indignez-vous ». Il revient sur ces Indignés qu'il considère comme un mouvement issu d'un dysfonctionnement de la société mondiale actuelle. Il clôture en mentionnant des gens qui l'inspirent, citant des personnages allant de William Shakespeare à Hannah Arendt en passant par son ami de toujours, le sociologue Edgar Morin.

Vous l'aurez compris, Stéphane Hessel, volontiers qualifié de « personnalité de l'année 2011 » a (re)donné la pêche et le sourire à tous ses auditeurs. Reprenons le mot de la fin du journaliste Edmond Blattchen: « Monsieur Hessel, on a encore bien besoin de vous... ! ».

William Donni

Cinécologie

« Le cochon de Gaza » de Sylvain Estibal (2011)

Jaafar, un pêcheur palestinien de la bande de Gaza, n'attrape plus de poissons dans ses filets depuis longtemps mais se contente de tongs ou de vieilles godasses. Et voilà qu'un jour, après une forte tempête, Jaafar se retrouve avec un cochon coincé dans ses filets... Que faire d'un cochon quand on vit à Gaza ? Jaafar va essayer par tous les moyens de se débarrasser de cet animal, impur tant pour les juifs que pour les musulmans. Il finira par se lancer dans un commerce avec une jeune juive de la colonie avoisinante, commerce autant rocambolesque que peu recommandable. Sylvain Estibal essaie de dénoncer, à travers cette fable tragi-comique, où tout se joue au troisième degré, l'absurdité du conflit israélo-palestinien et le quotidien de la vie à Gaza. Entre la misère du peuple gazaoui, représentée par ce pêcheur qui tente l'impossible pour survivre, les contraintes des militaires israéliens et les diktats de la mafia de Gaza, l'histoire se termine sur une touche d'espoir et une fin qui permet au film de s'en sortir avec une bonne moyenne.

Un peu utopique mais toujours comique, le film reste agréable à voir en famille ou entre amis....



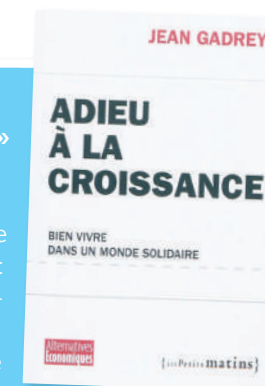
Farah El Heilani

AEncrage durable

« Adieu à la croissance, bien vivre dans un monde solidaire » de Jean Gadrey (édition Les Petits Matins, 2010)

Quelle position adopter face au concept de décroissance ? Vaste débat au sein des écologistes... Le débat est touchy mais bien présent: décroissance de quoi ? Pour qui ? Quid des pays du Sud ? Ne faudrait-il pas plutôt parler d'a-croissance ? Jean Gadrey est un économiste, professeur à Lille. En mars dernier, il était l'invité d'Etopia pour une conférence sur la prospérité sans croissance. Sa thèse de départ: la recherche effrénée de la croissance va mener à un effondrement social, économique et environnemental de notre planète. Son objectif est dès lors de dépasser ce constat pour proposer des alternatives crédibles. Bien, me direz-vous, voilà un constat déjà entendu et qui est au centre du mouvement écologiste... Pas grand-chose de neuf à l'horizon donc !

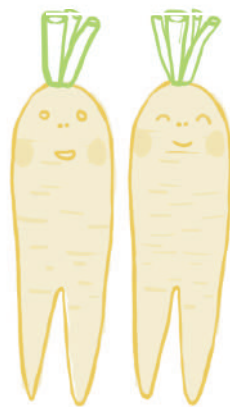
Détrompez-vous ! Gadrey va en effet utiliser des théories et des indicateurs économiques pour démontrer que la limitation d'une croissance sans fin est viable économiquement, tout cela en permettant la création d'emplois dans de nombreux secteurs et une relocalisation des biens et des services bénéfique pour notre économie. Sans compter les bienfaits en termes de convivialité ! Gadrey ne parle pas de décroissance mais bien d'une société post-croissance. Son projet est à la fois séduisant et crédible économiquement. Bref, courez dévorer ce petit livre passionnant !



Bruno Gemenne



SOUPE DOUCE *Comme 2012* DE PANAIS AUX POMMES



Tout d'abord, un petit moment de culture : c'est quoi un panais ? Longtemps confondu avec la carotte, le panais est une racine plus ou moins longue, de couleur blanchâtre. La forme de la racine, parfois fourchue, pourrait rappeler celle d'une bêche à deux dents. Sa haute teneur en acide folique et en vitamine C en fait un aliment vraiment nutritif.

Le panais fait partie de ces légumes malheureusement oubliés mais que l'on ressort depuis quelques années et qu'on a le bonheur de trouver dans nos paniers de saison. Pour l'anecdote, les Anglais l'ont moins vite oublié. Ils le servent en chips ou le font rôtir sous le poulet du dimanche. Miam !

Ingrédients

- 300 g de panais
- 2 pommes
- 100 g de pommes de terre
- 2 gousses d'ail épluchées
- un morceau de margarine
- une pincée de cumin, de poudre de curry, de cardamome moulue et de coriandre.

Préparation

- Laver et bien brosser les panais. Vous pouvez les éplucher si la peau vous semble trop dure. Eplucher les pommes de terre et l'ail. Eplucher et épépiner les pommes (toutes sont bonnes à prendre pour cette soupe sauf les Granny Smith, trop acides).
- Faire revenir rapidement légumes et fruits dans la margarine. Recouvrir d'eau, ajouter l'ail entier et laisser cuire environ 30 min. Mixer le tout puis ajouter les épices. Remettre à chauffer doucement quelques minutes. Servir avec un peu de crème fraîche.

Bon appétit !!!



Maité Bodart

Le coin bédé d'Alex et Baptiste



Alexandre & Baptiste - enattendantlafindumonde.blogspot.com

En février

- Le 17 février : *écolo j Tournai-Picardie* et ses partenaires proposent une grande conférence à Tournai sur le nucléaire et les perspectives pour un après-nucléaire en Belgique et en France.
- Le 24 février : *écolo j Huy-Waremme* organise une grande soirée quizz à Tihange pour rencontrer nos homologues de *Jong Groen!* et de *Oostbelgien*. L'occasion de s'amuser entre jeunes écologistes le temps d'une soirée et, qui sait, d'envisager de futurs projets en commun...

En mars

- Le 22 mars : AG statutaire d'*écolo j* à Bruxelles à 19h.
- Les 23 et 24 mars : *écolo j Bruxelles* prend part au "Green Movie Days", festival du film environnementaliste. Pendant celui-ci, ils proposeront une journée entière de petits ateliers pratiques afin de rendre son quotidien plus durable, dans son chez soi comme dans son quartier. Une petite expo présentera aussi le voyage des jeunes écolos de Freiburg à Bruxelles en juin dernier.

écolo j

18 Place Flagey
1050 Bruxelles
02 218 62 00
info@ecoloj.be
www.ecoloj.be

GROUPES RÉGIONAUX

Région de
Bruxelles-Capitale
écolo j Bruxelles
bruxelles@ecoloj.be

Province du
Brabant Wallon
écolo j Louvain-La-Neuve
lln@ecoloj.be

Province de Namur
écolo j Namur
namur@ecoloj.be

Province de Hainaut
écolo j Tournai-Picardie
picardie@ecoloj.be
écolo j Centre
centre@ecoloj.be
écolo j Charleroi-Thuin
charleroi-thuin@ecoloj.be
écolo j Mons-Borinage
mons@ecoloj.be

Province
de **Luxembourg**
écolo j Luxembourg
luxembourg@ecoloj.be

Province de Liège
écolo j Huy-Waremme
huy-waremme@ecoloj.be
écolo j Liège
liege@ecoloj.be
écolo j ULg
ulg@ecoloj.be
écolo j Verviers
verviers@ecoloj.be